



LA THESE DU CAPITALISME COGNITIF : UNE MISE EN PERSPECTIVE HISTORIQUE ET THEORIQUE

Carlo Vercellone

Article publié, in Colletis G. et Paulré P. (coord.) *Les nouveaux horizons du capitalisme, Pouvoirs, valeurs temps*, Economica, Paris, pp. 71-95, 2008

Carlo Vercellone,
Maître de Conférences,
Centre d'Economie de la Sorbonne,
Université de Paris 1,
Bureau 221
106-112 Bd de l'Hôpital
75013 Paris
Tel : (33) 01 44 07 81 75
Carlo.Vercellone@univ-paris1.fr

Résumé

Cet article propose une approche marxiste de la thèse du capitalisme cognitif et repose sur une grille de lecture où les transformations de la connaissance sont appréhendées à partir du rôle moteur du rapport capital-travail. La première partie est consacrée à présenter la méthode d'analyse et les concepts à la base de notre approche du rôle de la connaissance dans la dynamique longue du capitalisme. La seconde est dédiée à une mise en perspective historique du sens et des enjeux de la transition du capitalisme industriel vers le capitalisme cognitif.

Abstract

This article outlines some elements for a marxist reading of the thesis of Cognitive Capitalism, a project that insists upon rereading the historical development of the knowledge economy from the point of view of the capital/labour relation. The first part of the article will be devoted to explaining outlines a method of analysis in order to the role of knowledge in the long-term development of capitalism. The second part of the article is dedicated to providing an historical perspective for the crisis of industrial capitalism and the transition towards cognitive capitalism.

Mots clefs : Connaissance, travail, rapport salarial

Key-words: Knowledge, Labour, Capital-labour relation

JEL : J 3, J 5, J 8, M 54, N 30, O 15, P 17

Introduction

Cet article propose une approche marxiste de la thèse du capitalisme cognitif qui repose sur une grille de lecture où les transformations de la connaissance et sa place dans l'économie sont appréhendées à partir du rôle moteur du rapport capital-travail.

En effet, nous assistons à une mutation du rapport capital/travail de sens inverse, mais peut-être encore plus importante par sa portée historique que celle annoncée par Gramsci, durant les années 30, dans Américanisme et fordisme. Au centre de cette mutation, on observe le retour en force de la dimension cognitive du travail et plus généralement la montée en puissance du rôle de la connaissance. Pour caractériser le sens et les enjeux de cette nouvelle grande transformation du capitalisme, il se révèle alors nécessaire de définir avec précision, tant du point de vue théorique qu'historique, le sens que nous donnons aujourd'hui au rôle nouveau de la connaissance et son impact le rapport capital-travail.

Dans un premier temps, nous explicitons la méthode d'analyse et les concepts à la base d'une analyse de la dynamique longue du capitalisme qui met l'accent sur les conflits de savoir et de pouvoir se nouant autour de l'organisation sociale de la production. Dans cette démarche, nous partons d'une critique de l'économie politique des théories de la Knowledge based economy, puis nous précisons la manière dont l'élaboration de la thèse du capitalisme cognitif s'inscrit et développe le programme de recherche de l'école de la régulation. Pour ce faire, nous définissons de nouvelles catégories intermédiaires à même d'aboutir à une construction théorique du temps historique prenant en compte la place changeante de la connaissance dans la dynamique du capitalisme.

Dans un deuxième temps, nous procédons à une mise en perspective historique du sens et des enjeux de la transition du capitalisme industriel vers le capitalisme cognitif. Notre thèse, étayée par l'analyse d'un certain nombre de faits stylisés, est que la nature de la crise du fordisme est profondément différente des autres «grandes crises de mutation» qui ont rythmé l'histoire du capitalisme industriel. Elle correspond à un niveau supérieur de grande de grande crise qui a conduit à la remise en cause de certains des invariants les plus fondamentaux du capitalisme industriel lui-même. Par le concept de capitalisme cognitif nous désignons alors l'émergence d'un nouveau « système historique d'accumulation » dans lequel la dimension cognitive et intellectuelle du travail devient dominante et l'enjeu central de la valorisation du capital et des formes de la propriété porte directement sur la transformation de la connaissance en une marchandise fictive.

1. CONNAISSANCE ET DYNAMIQUE DU RAPPORT CAPITAL-TRAVAIL : UNE APPROCHE MARXISTE

Pour comprendre la spécificité de la thèse du capitalisme cognitif il faut avant tout lever le malentendu théorique qui consiste à l'assimiler à une variante des théories of knowledge-based economy. A cette fin, dans cette section nous commencerons par caractériser certaines limites, à notre sens essentielles, des théorisations contemporaines de la connaissance.

1.1. Une critique des théorisations contemporaines de la connaissance

La théorie économique contemporaine appréhende la connaissance soit comme l'objet

d'une nouvelle sous-discipline (*l'économie de la connaissance*) soit comme l'indicateur du passage à une nouvelle étape du développement de l'économie (*l'économie fondée sur la connaissance*).

En un sens, la thèse du capitalisme cognitif se définit à partir d'un double critique adressée à ces théorisations.

La première tient à la tendance à aborder la question du savoir à partir de modèles théoriques généraux, valables en tout temps et en tout lieu et fondés sur la séparation entre le domaine de l'économie et celui des rapports sociaux. Cette tendance à rejeter l'existence d'une historicité dans la dynamique des économies est particulièrement évidente dans les travaux d'Howitt. Selon cet auteur (1996, 2004), rien de véritablement nouveau ne caractérise la place de la connaissance dans la croissance économique. La seule véritable nouveauté réside dans la formation d'une économie de la connaissance, à savoir d'une sous-discipline de la science économique spécialisée dans l'étude des mécanismes régissant la production, la diffusion et l'appropriation des connaissances¹. Aussi le théoricien semble-t-il ignorer l'importance même des changements structurels sous-jacents qui justifient pourtant l'attention croissante qu'il porte à un nouveau champ de recherche (Lebert et Vercellone, 2004).

La deuxième critique concerne la vision réductrice du rôle nouveau de la connaissance à la base de la plupart des interprétations en termes d'émergence d'une économie fondée sur la connaissance (EFC)². Ces interprétations ont certes le mérite de mettre en avant l'idée d'une discontinuité historique. Leur conception du temps historique fait pourtant abstraction de la transformation des rapports sociaux et des conflits de savoir et de pouvoir qui structurent le développement des forces productives, matérielles et immatérielles. L'origine d'une EFC est expliquée essentiellement comme un changement dans l'ampleur du phénomène, une sorte de passage hégélien de la quantité à la qualité. Elle serait le produit de la rencontre entre deux facteurs : i) une tendance longue à la hausse relative de la part du capital dit intangible (éducation, formation, R&D, santé) qui aurait dépassé la part du capital matériel dans le stock du capital et s'affirmerait désormais comme la variable clé de la croissance ; ii) le bouleversement dans les conditions de reproduction et de transmission de la connaissance et de l'information résultant de la « diffusion spectaculaire » des NTIC (Foray 2000).

En définitive, dans le noyau dur de cette vision, aujourd'hui largement partagée par les théoriciens de l'EFC et nombre d'institutions internationales (OCDE, UE), l'essor d'un EFC demeure conçu essentiellement comme le simple dépassement d'un effet de seuil.

Nous avons là, la croyance positiviste dans un évolutionnisme linéaire du développement qui conduit à traiter la connaissance comme un objet économique spécifique et désincarné par rapport aux acteurs³. En témoigne aussi la manière dont, dans les approches en termes d'EFC, est absente toute analyse des conflits sociaux à l'origine de la crise du modèle fordiste et de la bifurcation historique vers une économie fondée sur la diffusion et le rôle moteur de la connaissance. Ainsi, ces approches finissent par omettre certains éléments essentiels pour comprendre, selon nous, le sens et les contradictions de la mutation actuelle du capitalisme. Nous nous bornerons ici à rappeler quatre limites majeures qui empêchent, selon nous, les théories d'une EFC de rendre compte des enjeux relatifs à la place nouvelle de la

¹ C'est ainsi que Howitt (2004) interprète la naissance, puis le développement, par des perfectionnements progressifs, des théories de la croissance endogène, comme une évolution interne à la théorie sans référence aucune aux transformations historiques de l'accumulation du capital et du rapport salarial.

² Dorénavant, nous utiliserons le sigle EFC pour économie fondée sur la connaissance.

³ La connaissance est en effet appréhendée souvent comme un facteur de production indépendant, dont la spécificité consisterait en ce qu'elle échapperait à la logique des rendements décroissants, à la différence de ce qui se passe avec les facteurs « physiques » capital et travail.

connaissance dans ce que nous nommons le capitalisme cognitif

- L'interprétation du fait stylisé relatif à la hausse de la part du capital immatériel omet systématiquement la façon dont cette tendance est étroitement liée au développement des services collectifs assurés historiquement par le Welfare-State. L'oubli de la nature pour l'essentiel non marchande de ces services collectifs et de leur rôle moteur dans l'essor d'une EFC est d'autant plus étonnant que les institutions de l'Etat-providence sont aujourd'hui fortement déstabilisées par les politiques d'austérité budgétaire et font l'objet d'un processus de privatisation rampante.

- Les théories de l'EFC semblent incapables de cerner la manière dont l'affirmation de la nouvelle primauté du capital immatériel, incorporé pour l'essentiel dans les hommes, désigne en réalité une transformation radicale du rapport capital/travail, notamment en ce qui concerne la place de la connaissance dans l'organisation de la production. Elle correspond en fait à une élévation formidable de la qualité intellectuelle de la force de travail dont le rôle devient prépondérant par rapport aux savoirs incorporés dans le capital fixe. Cette tendance est en fait étroitement associée à la formation de ce que nous appelons une intellectualité diffuse : c'est elle qui rend compte de la partie la plus significative de cette hausse du capital nommé intangible.

- La caractérisation de l'EFC demeure le plus souvent tributaire de la conception « fordiste » selon laquelle la production de connaissances est l'apanage d'une élite de travailleurs de la R&D, de la recherche scientifique et des industries de la connaissance liée à la science et à la technologie⁴. Cette approche occulte, elle aussi, la montée de la dimension cognitive et intellectuelle du travail qui se manifeste dans quasiment l'ensemble des activités productives, matérielles ou immatérielles. Face à cette évolution, le modèle canonique de la théorie de la connaissance selon lequel la production de savoirs serait le fait d'un secteur spécialisé perd toute pertinence.

Enfin, les théories de l'EFC partagent avec les théories de la New-Economy et de la société informationnelle (Castells, 1998), le penchant pour un certain déterminisme technologique. Il octroie aux technologies de l'information et de la communication (TIC) un rôle moteur tant dans le passage à la production de masse des connaissances que dans la mise en place de nouvelles formes d'organisation du travail plus qualifiantes⁵. Cette interprétation oublie deux éléments essentiels. D'une part, l'impact des TIC sur l'organisation du travail peut-être profondément ambivalent selon leur usage et les supports techniques dans lesquelles elles s'intègrent, en favorisant soit la mise en œuvre de formes néo-tayloriennes soit une requalification et dé-hiérarchisation des relations de travail. D'autre part, et plus fondamentalement, les TIC n'auraient pu se diffuser et fonctionner de manière efficace sans le développement préalable d'une intellectualité diffuse capable de les mobiliser, car c'est la connaissance qui gouverne le traitement de l'information, information qui demeure autrement une ressource stérile, comme le serait le capital sans le travail (Negri et Vercellone, 2008).

⁴ Le modèle de K. Arrow (1962) est la référence théorique première de cette représentation de l'EFC. Notons que les *tableaux de bord* de l'OCDE adoptent aussi de manière non critique d'autres indicateurs forts discutables, comme, par exemple, le nombre de brevets, dont les effets sur le processus de diffusion et de production de connaissance sont fortement controversés. Sur ce point cf. aussi la deuxième section de cet article.

⁵ Ainsi, chez Foray (2000), c'est le passage à un régime d'innovation permanent et le biais technologique lié aux TIC qui constituerait le principal facteur explicatif de la hausse du niveau de qualification de la main-d'œuvre.

1. 2. De l'économie fondée sur la connaissance à la thèse du capitalisme cognitif

Finalement, la limite méthodologique majeure des théories de l'économie fondée sur la connaissance est d'oublier que la nouveauté de la conjoncture historique actuelle ne consiste pas dans la simple mise en place d'une EFC, mais dans une EFC soumise et encadrée par les formes structurelles régissant l'accumulation du capital, ce qui est complètement différent.

Cette perspective critique de l'économie politique de la *knowledge-based economy* se traduit, dans notre vision, par un double renversement, sur le plan conceptuel et méthodologique.

D'une part, la notion « incolore » d'EFC⁶ est remplacée par celle de capitalisme cognitif. Ce concept se propose justement de mettre en exergue la dimension historique et la dialectique conflictuelle entre les deux termes qui le composent. Le terme « capitalisme » désigne la permanence, dans le changement, des invariants fondamentaux du système capitaliste, comme le rôle moteur du profit et la centralité du rapport salarial ou plus précisément des différentes formes de travail dépendant sur lesquelles repose l'extraction de la plusvalue. Le terme « cognitif », lui, met en évidence la nature nouvelle du travail, des sources de la valeur et des formes de propriété sur lesquelles s'appuie l'accumulation du capital et les contradictions qu'elle engendre. Ces contradictions se manifestent tant au niveau du rapport capital/travail que de l'antagonisme de plus en plus aigu entre le caractère social de la production et le caractère privé de l'appropriation.

Par ailleurs, l'approche du capitalisme cognitif fait redescendre la connaissance dans la dynamique historique concrète des rapports conflictuels de savoir et de pouvoir qui forgent le développement de la division capitaliste du travail et les transformations du rapport salarial.

Afin de caractériser cette démarche méthodologique, il importe de rappeler de quelle manière le travail en tant qu'activité cognitive, pensé comme l'unité indissociable de la pensée et de l'action, est le propre et, par certains aspects, l'essence même de l'homme⁷.

Dans cette optique, le point crucial nous semble être le suivant : si la dimension cognitive du travail est l'essence même de l'activité humaine, cette conscience peut se révéler être un obstacle au contrôle capitaliste du processus de production et donc de l'accumulation du capital. On comprend dès lors pourquoi les rapports de savoir et de pouvoir qui se nouent autour de l'organisation de la production constituent un enjeu essentiel de l'antagonisme capital-travail, et cela pour deux raisons essentielles.

Premièrement, ceux qui maîtrisent et dictent les modes opératoires peuvent aussi se rendre maîtres de l'intensité et de la qualité du travail. Dans la mesure même où l'achat et la vente de la force de travail porte sur la mise à disposition d'une quantité de temps et non sur le travail effectif des salariés, il en résulte pour le capitaliste une incertitude structurelle. Nous avons là un enjeu auquel, par exemple, Taylor s'attaquera explicitement en analysant les causes de la « flânerie ouvrière ». Il en déduira la nécessité de faire émerger et d'exproprier les ouvriers de leurs « connaissances tacites » pour les convertir, à travers l'étude scientifique des temps et des mouvements, dans un savoir codifié détenu par le management et renvoyé aux salariés sous la forme de la prescription stricte des temps et des procédures opératoires.

⁶ A la quelle nous pourrions appliquer la même remarque faite par Galbraith (2004) lorsque, dans son ultime ouvrage, il stigmatisait le « mensonge » consistant à parler d'*économie de marché* au lieu de *capitalisme*, dans le but d'effacer les rapports de pouvoir dont ce dernier est porteur.

⁷ Cf. notamment Marx (1963) ch. 7 du Livre I du Capital..

Deuxièmement, et cette deuxième raison est peut-être encore plus fondamentale, ceux qui détiennent les savoirs productifs peuvent aspirer à gérer la production, c'est-à-dire définir l'organisation du travail ainsi que les finalités sociales de la production. Ainsi, une large historiographie a montré que la diffusion des méthodes fordistes-tayloriennes d'organisation du travail ne tient pas seulement à leur adéquation à la logique de la production en série. Elle résulte aussi et surtout de la nécessité de déstructurer la composition de classe de l'ouvrier professionnel qui, notamment avec le mouvement des Conseils Ouvriers dans l'entre-deux guerres, a développé une puissante revendication autogestionnaire.

Finalement, l'importance de cette dynamique conflictuelle portant sur le contrôle des puissances intellectuelles de la production explique pourquoi le développement de la division capitaliste du travail, à la suite de la première révolution industrielle, a consisté à essayer de vider, autant que possible, le travail de sa dimension cognitive et à le transformer dans son contraire, c'est-à-dire en une activité mécanique et répétitive. Nous avons là l'origine de la tendance que Marx caractérise comme le passage de la subsomption formelle à la subsomption réelle du travail au capital. Cependant cette tendance, qui a trouvé sur bien des aspects son aboutissement historique dans le modèle de croissance fordiste, restera toujours imparfaite et inachevée. C'est sans cesse qu'un nouveau type de savoir tendra à se reconstituer au niveau le plus élevé du développement de la division technique et sociale du travail, comme Marx lui-même semblait déjà l'envisager lorsque, dans les *Grundrisse*, il développa les hypothèses du General Intellect et d'une crise de la logique de la subsomption réelle (Vercellone 2007).

1.3. Marxisme, théorie de la régulation et approche en termes de capitalisme cognitif

Par le choix méthodologique d'une approche combinant théorie et histoire, la réflexion autour de la thèse du capitalisme cognitif partage et se propose de développer l'un des objectifs essentiels à la base du programme initial de recherche de la théorie de la régulation (TR)⁸ : celui d'élaborer une série d'outils et de catégories intermédiaires susceptibles de rendre compte de la variabilité dans le temps et dans l'espace des lois et des dynamiques économiques et sociales.

Pour mieux comprendre cette problématique, il faut rappeler comment la TR a opéré une œuvre de renouveau fondamental par rapport au marxisme conventionnel, en remettant le rapport salarial au centre de l'analyse de la dynamique du capitalisme. Sur cette base, la TR a fourni une contribution majeure pour rendre compte de la spécificité des facteurs à l'origine de l'essor, puis de la crise de différents modes de développement (caractérisés par l'association d'un régime d'accumulation et d'un mode de régulation) qui ont ponctué l'histoire du capitalisme industriel.

Si cette périodisation a indiscutablement permis de mieux comprendre la spécificité de la crise du fordisme par rapport aux autres grandes crises du capitalisme industriel (de la grande dépression de la fin du XIX^e siècle à la crise de 1929), il nous semble cependant que les catégories d'analyse de la TR se doivent d'être complétées afin de rendre compte de l'ampleur des transformations contemporaines du capitalisme concernant la division du travail et la place de la connaissance⁹.

⁸ Dorénavant TR pour théorie de la régulation.

⁹ Dans l'espace que nous est imparti pour cet article, nous ne pouvons pas nous attarder davantage sur une

Plus généralement, le recours, dans la littérature économique, à des catégories assez floues comme celles de “post-fordisme” ou encore de “capitalisme postindustriel” semble témoigner de cette difficulté conceptuelle à caractériser le sens et les enjeux de la mutation actuelle du rapport capital-travail. Ces catégories mettent en effet l’accent sur ce qui n’est plus, au lieu de définir la nature nouvelle du capitalisme.

Face à ces défis, le programme de recherche autour de la thèse du capitalisme cognitif peut apporter, à notre sens, trois contributions principales à un enrichissement de l’approche de la TR.

La première consiste à réaffirmer, comme principe analytique, le rôle moteur des conflits, et notamment de l’antagonisme capital-travail portant, au sens de Marx, sur la maîtrise des *puissances intellectuelles de la production*¹⁰. Nous avons là, les fondements d’une méthode que nous pouvons qualifier d’*holisme dynamique* (Vercellone, 1999)¹¹. Cette méthode, à la différence de l’holisme structuraliste, ne se limite pas à expliquer la manière dont les comportements individuels et collectifs sont déterminés par les structures et les institutions. Il est aussi question, dans le même temps, de prendre en compte le degré d’autonomie relative des sujets par rapport aux structures et aux institutions qu’ils habitent et, donc, leur capacité d’agir sur elles et de les prendre comme objets du changement. Il s’agit d’une démarche qui nous paraît particulièrement féconde afin de comprendre l’importance des transformations impulsées par la crise sociale du fordisme. Cette crise n’a pas été que le produit d’une dynamique économique objective selon laquelle le fordisme a été victime de son succès lui-même. Cette crise a été aussi et surtout, à notre sens, une *grande crise à dominante subjective*¹² dans laquelle les conflits sociaux ont joué un rôle premier, et cela à un double titre : dans la destruction des fondements de ce mode de croissance, mais aussi dans la constitution des conditions subjectives et des formes structurelles et institutionnelles nouvelles à la base de l’essor d’une économie fondée sur le rôle moteur et la diffusion du savoir.

La deuxième contribution concerne la tentative de forger de nouvelles catégories intermédiaires susceptibles d’élargir la périodisation du capitalisme et de tester l’hypothèse d’une crise et d’un dépassement du capitalisme industriel lui-même. La TR, comme nous l’avons souligné, a inscrit pour l’essentiel son analyse historique dans le cadre d’une configuration particulière du capitalisme : le capitalisme industriel. De cette focalisation sur les mutations internes du capitalisme industriel résulte, à notre sens, une difficulté théorique : dans la TR aucune catégorie intermédiaire ne vient combler l’espace compris entre le concept de « mode de production », désignant les invariants les plus fondamentaux du capitalisme, et le concept de « mode de développement », désignant, lui, une étape spécifique du développement du capitalisme industriel lui-même.

Dans cette démarche, nous nous sommes appuyés sur l’un des enseignements majeurs

discussion des apports et de l’évolution de la TR. Sur ce point cf. entre autres Boyer (1986 et 2004) Vercellone (1999), Amable et Palombarini (2005).

¹⁰ Amable et Palombarini (2005) mettent également l’accent sur la nécessité d’une approche renouant avec le rôle moteur des conflits, même si dans leur démarche il n’est pas suffisamment explicité, à notre sens, le statut octroyé au rapport antagoniste capital-travail.

¹¹ Cette approche revient à rechercher une alternative aussi bien à l’individualisme méthodologique qu’à l’holisme méthodologique. En effet, pour le premier, ils n’existent pas de sujets collectifs doués de volonté et les phénomènes collectifs y sont toujours réductibles à la composition d’actions individuelles rationnelles. Pour l’holisme méthodologique, la subjectivité n’est jamais constituante mais constituée, en ce sens qu’elle n’est que le reflet de la primauté des structures et des institutions par rapport aux acteurs qui les habitent.

¹² Pour une distinction entre le concept de *grande crise à dominante objective* et le concept de *grande crise à dominante subjective*, cf. Vercellone (1999)

livrés par Fernand Braudel (1979) et selon lequel l'histoire du capitalisme précède dépasse et enjambe la révolution industrielle et peut s'articuler à des formes très différentes de captation du surplus et d'accumulation. Aussi la périodisation du capitalisme (et des grandes crises de mutations qui le caractérisent) se doit-elle de prendre en compte la succession historique de différentes configurations dominantes de l'accumulation du capital.

Nous avons choisi de qualifier ce niveau intermédiaire entre le concept de « mode de production » et celui de « mode de développement », par la notion de « système d'accumulation » (Dieuaide, Paulré, Vercellone, 2003, Paulré 2005) ou encore de « système historique d'accumulation » (Vercellone 2004, Lebert et Vercellone, 2004). Ce concept désigne l'association du mode de production capitaliste et d'une logique d'accumulation dominante. Un système historique d'accumulation oriente sur la longue durée les tendances inhérentes à la valorisation du capital, la division du travail et la reproduction des rapports sociaux les plus fondamentaux : au capitalisme mercantiliste aurait ainsi succédé le capitalisme industriel, puis un complexe processus de transition vers un nouveau système historique d'accumulation qualifié de capitalisme cognitif. Notons que la notion de système historique d'accumulation comporte l'hypothèse d'un niveau supérieur de grande crise¹³ par rapport au concept de grande crise du mode de développement. C'est à cette aune, qu'il faut comprendre l'originalité et la portée historique de la mutation du capitalisme ouverte par la crise du fordisme.

- La troisième contribution concerne, elle, la tentative de forger des catégories visant spécifiquement à cerner les mutations historiques de la place de la connaissance en relation avec celles du rapport salarial et des autres formes institutionnelles du capitalisme.

Pour ce faire, nous sommes partis d'un constat. Si la connaissance a toujours joué un rôle primordial dans la dynamique du capitalisme, ses formes précises ont fortement varié dans le temps et dans l'espace. Il importe donc de préciser en quoi consiste la mutation qui affecte aujourd'hui le rapport entre connaissance et capitalisme et qui permet de parler de crise du capitalisme industriel et de transition vers un nouveau système historique d'accumulation. Afin de mieux cerner l'historicité du phénomène « connaissance », il nous semble utile, d'un point de vue heuristique, de mettre l'accent sur trois dimensions complémentaires à partir desquelles sa place dans la dynamique du capitalisme peut être appréhendée.

La première dimension, la plus importante, concerne le rapport capital-travail. Elle renvoie à la relation, souvent conflictuelle, entre deux aspects indissociables de l'économie de la connaissance :

- les connaissances incorporées et mobilisés par le travail : leur caractérisation doit s'appuyer sur les formes de la division technique et sociale du travail et les mécanismes socio-institutionnels qui régulent l'accès au savoir et déterminent le niveau général de formation de la main-d'œuvre ;
- les connaissances incorporées au capital sous la forme de capital fixe et d'actifs immatériels ou encore détenues par l'organisation managériale des firmes dans une logique de prescription et de contrôle du travail.

La deuxième dimension concerne la connaissance en tant que facteur crucial dans la détermination de la capacité compétitive aux niveaux micro, méso et macroéconomique. Elle joue par conséquent un rôle essentiel dans l'analyse historique précise des formes de la concurrence et des modalités d'insertion dans la division internationale du travail.

¹³ Intermédiaire donc entre le concept de crise du "mode de développement" et celui de crise du "mode de production".

La troisième dimension renvoie à la question de la régulation des modalités d'accès, de diffusion et d'appropriation de la connaissance. En simplifiant à l'extrême, il s'agit de la manière dont la connaissance est garantie comme un bien libre, soustrait à la logique du marché, ou, au contraire, fait l'objet d'un procès de rationnement, visant son appropriation privée et sa transformation en marchandise fictive. L'étude de cette dimension soulève des questions cruciales qui font aujourd'hui l'objet de débats et de conflits virulents : en particulier celle des droits de propriété intellectuelle et de la régulation institutionnelle des rapports entre le système de la science ouverte et celui de la science fermée.

Ces dimensions, dans leurs interactions, permettent de caractériser une logique relativement cohérente de régulation et de production des connaissances dominante durant un système historique d'accumulation.

2. DU CAPITALISME INDUSTRIEL AU CAPITALISME COGNITIF

À l'âge du capitalisme mercantiliste, les modèles productifs du putting-out system et de la manufacture concentrée reposent encore sur l'hégémonie des savoirs des artisans et des ouvriers de métier. La soumission du travail au capital demeure en ce sens purement formelle (Vercellone, 2007). L'émergence du capitalisme industriel correspond, au sens de Marx, au passage progressif de la soumission formelle à la soumission réelle du travail au capital. Elle ouvre un sentier bien précis de régulation de l'économie de la connaissance fondée sur trois tendances principales : la polarisation sociale des savoirs, la séparation du travail intellectuel et du travail manuel et le processus d'incorporation des savoirs dans le capital fixe. Ce processus s'appuie sur une logique d'accumulation fondée sur la centralité de la grande firme manchestérienne, puis fordiste dans la production de masse de biens durables standardisés. Dans ce cadre, la centralité du travail matériel va de pair avec la mise en place d'une norme de création (et de mesure) de la valeur fondée sur la recherche d'économies homogènes de temps et le principe de la productivité débit. Dans ce cadre, le développement du capital fixe se présente à la fois comme l'objet essentiel de la propriété et la principale forme du progrès technique.

2.1. Le régime de l'économie de la connaissance sous le capitalisme industriel : quelques faits stylisés

Ces tendances qui trouveront une sorte d'achèvement historique dans le mode de croissance fordiste, peuvent être caractérisées à partir des trois dimensions de l'économie de la connaissance que nous avons distinguées à la fin de la première section.

2.1.1 Connaissance et rapport capital-travail dans le capitalisme industriel

Du point de vue du rapport capital-travail, le trait marquant du développement du capitalisme industriel repose sur un processus d'expropriation progressive des savoirs

ouvriers et sur leur incorporation dans un système de plus en plus complexe d'outils et de machines. Cette logique, que les premiers grands théoriciens de la révolution industrielle, comme Ure et Babbage, avaient déjà explicitement reconnu, se fonde sur l'opposition connaissance/travailleur collectif et se définit à travers deux principes essentiels.

Le premier concerne la scission entre travail de conception et travail d'exécution routinier qui dans le modèle de la firme fordiste trouve son aboutissement dans la hiérarchie entre deux niveaux fonctionnels et étanches de la division du travail. Au niveau des ateliers, l'organisation scientifique du travail en termes de travail prescrit et de temps alloués se propose d'enlever toute dimension intellectuelle aux activités de fabrication. Le travail, au sens de Marx, devient ainsi de plus en plus « abstrait » non seulement dans sa forme mais aussi dans son contenu, assimilable à une simple dépense d'énergie effectuée dans un temps donné. Le facteur subjectif du travail est relégué parmi les facteurs objectifs. Il est pensé comme une activité mécanique qui assimile le capital variable à du capital constant. Cette séparation du travail de la subjectivité du travailleur résulte d'un processus d'objectivation du travail lui-même dans un ensemble de tâches descriptibles et mesurables selon la norme du chronomètre. Le travail de conception devient, quant à lui, le monopole d'une composante minoritaire de la main-d'œuvre localisée dans les bureaux méthodes et les centres de R&D.

Le deuxième principe concerne la mesure de la valeur et la régulation de l'échange capital-travail. C'est sur la base de cette logique de la division du travail que, dans le capitalisme industriel, le temps devient la mesure du travail et le critère principal de l'efficacité économique. Notons que la validité de ce critère, qui sera l'un des fondements de la théorie de la valeur fondée sur le temps de travail, repose aussi sur la manière dont l'essentiel de la création de la valeur se trouve dans la sphère de la production matérielle directe, sphère où l'activité du travail ouvrier consiste principalement à agir, selon un paradigme énergétique, sur la matière inanimée au moyen d'outils et de machines. Cette centralité du travail matériel simple, non qualifié, permet une convergence des critères techniques (physiques) et économiques de la productivité faisant du temps « un équivalent général de la performance et de la création de valeur » (Veltz, 2000, p. 77). Elle favorise aussi le respect de deux conditions centrales à la base de la définition du rapport salarial canonique, c'est-à-dire : a) la renonciation, en contrepartie du salaire, de la part des travailleurs à toute revendication sur la propriété du produit de leur travail dans la mesure même où ce produit est physiquement séparé du travail ouvrier et approprié par l'employeur; b) dans le capitalisme industriel, le salaire est effectivement la contrepartie de l'achat de la part du capital d'une fraction de temps humain bien déterminée mise à dispositions de l'entreprise. Le temps productif du travail dans le paradigme énergétique correspond au temps exécuté et rémunéré à l'intérieur de l'usine selon les modalités prévues par le contrat de travail. Le respect de ces conditions, comme nous le verrons, sont en revanche aujourd'hui souvent déstabilisées par la montée de la dimension immatérielle et cognitive du travail.

2.1.2 Primauté des connaissances incorporées dans le capital fixe et déterminant de la compétitivité

Dans le capitalisme industriel, la capacité compétitive d'un système économique résulte du degré de développement de la section des biens d'équipements matériels. La spécialisation des pays dans ce secteur fut le levier principal qui a permis de maîtriser l'évolution des normes de production incorporées dans le capital fixe et dictant la hiérarchie de la division

internationale du travail (Mistral, 1986). Le rôle moteur du capital tangible et la dynamique de l'innovation propre au capitalisme industriel, marquée par des phases courtes d'innovations radicales suivies de périodes plus longs d'innovation incrémentales, contribuent à expliquer le mode de régulation de la recherche et de la propriété intellectuelle dans le capitalisme industriel.

2.1.3 Production délibérée de connaissance et droits de propriété intellectuelle

Les mécanismes de production délibérée de connaissances, marginalisant le travailleur collectif, reposent, notamment après la seconde révolution industrielle, sur deux systèmes de régulation spécifiques.

Le premier a trait au système public de recherche et d'enseignement supérieur. Sa fonction essentielle est de produire et transmettre des connaissances fondamentales selon le modèle dit de la science ouverte. Dans ce cadre, la recherche est financée par le biais de subventions sous réserve de la diffusion libre et gratuite de ses résultats. La motivation principale du travail de recherche n'est pas le profit, mais plutôt la reconnaissance par les pairs. Le deuxième système est celui des centres de R&D et des bureaux méthodes des grandes firmes. Dans ce cadre, les connaissances scientifiques et surtout technologiques sont produites en interne. Elles se caractérisent par de fortes dimensions tacites spécifiques à la firme et contrôlées de manière verticale (Lebert et Vercellone, 2004).

Les règles de la propriété intellectuelle sont cohérentes avec une logique d'accumulation du capital et d'appropriation privée des savoirs qui repose essentiellement sur des actifs matériels. Le brevetage des inventions doit être justifié par leur incorporation dans un dispositif technique industriel, c'est-à-dire relevant d'un travail humain créatif et non de la nature. Ces normes sont une frontière bien précise entre innovation véritable et découverte qui tend aujourd'hui à être remise radicalement en cause.

2.2. La crise du capitalisme industriel et la transition vers le capitalisme cognitif : origine, sens et enjeux

La crise du fordisme correspond à un niveau supérieur de grande crise et affecte certains invariants parmi les plus essentiels du capitalisme industriel, en tant que *système historique d'accumulation*. Cette nouvelle grande « mue » du capitalisme trouve notamment son origine dans une remise en cause de la tendance longue à la polarisation des savoirs propre au capitalisme industriel. Ce renversement correspond à une crise de la logique de la *soumission réelle*, du moins du point de vue du procès de production. Il se traduit par l'affirmation d'une nouvelle hégémonie des connaissances vivantes, incorporées et mobilisées par le travail, par rapport aux savoirs formalisés, incorporés dans le capital fixe et l'organisation managériale des firmes. En somme le savoir et le travail intellectuel ne sont plus, comme l'affirmait Smith, «*comme tout autre emploi, la principale ou la seule occupation, d'une classe particulière de citoyens*». Ils commencent par se disperser au sein de la société, et ces formes de dispersion de la connaissance vont progressivement se manifester au sein même des organisations et des rapports inter-firmes.

Le point de départ de ce bouleversement plonge ses racines dans les conflits sociaux qui, à partir de la fin des années soixante, ont déterminé la crise du compromis fordiste et déstructuré les fondements de l'organisation scientifique du travail. Ces conflits ont conduit,

halshs-00401880, version 1 - 6 Jul 2009

dans le même temps, à une formidable expansion du *salaire socialisé* et des services collectifs du *Welfare* au delà des compatibilités de la régulation fordiste du rapport salarial. Il en a résulté une atténuation de la contrainte monétaire au rapport salarial et un processus de réappropriation collective des *puissances intellectuelles de la production* engendré notamment par le développement de la scolarisation de masse ainsi qu'une formidable hausse du niveau moyen de formation. Ce phénomène, qui a joué un rôle clé dans la montée de la part du capital dit intangible, ne correspond pas de surcroît au lent déploiement d'une tendance de longue période. Il s'agit en revanche d'un processus très accéléré à l'échelle de l'histoire impulsé par la demande sociale de démocratisation de l'accès au savoir conçue à la fois comme un moyen de mobilité sociale et de réalisation de soi en rupture avec les normes du rapport salarial fordiste et de la société disciplinaire.

Nous avons là l'ouverture d'une nouvelle phase historique du rapport capital/travail marquée par le retour en force de la dimension cognitive du travail et la constitution d'une *intellectualité diffuse*. Il faut souligner à cet égard un argument essentiel concernant la genèse du nouveau capitalisme. La mise en place d'une *économie fondée sur la connaissance* précède d'un point de vue logique et historique la genèse du capitalisme cognitif. Ce dernier étant le résultat d'un processus de restructuration par lequel le capital tente d'encadrer et de soumettre à sa logique les conditions collectives de la production des connaissances et d'étouffer le potentiel d'émancipation inscrit dans l'essor d'une intellectualité diffuse.

A la suite de cette évolution, l'ensemble des conventions industrielles concernant le rapport salarial, la notion de travail productif, les sources et la mesure de la valeur, les déterminants de la compétitivité et les formes de la propriété, en sortent profondément modifiées.

2.2.1 Les mutations du rapport capital-travail

La principale source de la valeur réside désormais dans les savoirs mobilisés par le travail vivant et non dans les ressources et le travail matériel. En fait, dans le nouveau capitalisme, l'activité de travail d'une partie croissante de la population consiste toujours davantage à traiter de l'information, à produire des connaissances et à s'engager dans de relations de services fondées sur l'échange de savoirs et *les productions de l'homme par l'homme*. L'importance de l'activité productive routinière et du travail manuel consistant à transformer la matière à l'aide d'outils et machines eux aussi matériels recule à l'avantage d'un nouveau paradigme à la fois plus immatériel, intellectuel et communicationnel du travail.

Plusieurs faits stylisés témoignent de l'ampleur de cette transformation

Le premier est que, contrairement à une idée répandue, les conditions sociales et les véritables secteurs moteurs d'une économie fondée sur la connaissance ne se trouvent pas dans les laboratoires privés de R&D. Elles correspondent au contraire aux productions collectives *de l'homme pour et par l'homme* assurées traditionnellement par les institutions du *Welfare-State* (santé, éducation, recherche publique et universitaire, etc.)¹⁴. Le rôle crucial de ces productions, y compris du point de vue bio-politique, explique l'enjeu que représente pour le

¹⁴ Pour une analyse approfondie du rôle de l'Etat-Providence dans la mutation actuelle du capitalisme cf. Monnier et Vercellone (2007).

capitalisme cognitif la colonisation marchande des institutions du *Welfare*¹⁵. Santé, éducation, formation et culture représentent non seulement une part croissante de la production et de la demande sociale, mais plus encore façonnent les modes de vie (Boyer, 2002). C'est ici que s'ouvre le terrain d'un conflit majeur entre la stratégie néolibérale de régulation du capitalisme cognitif et un projet de réappropriation démocratique des institutions du *Welfare*

Le deuxième fait stylisé concerne le passage, dans nombre d'activités productives, d'une division taylorienne vers une *division cognitive du travail*, (Mouhoud, 2003). Certes, cette tendance n'est pas univoque. A l'intérieur d'une même entreprise certaines phases du processus productif peuvent être organisées selon des principes cognitifs, alors que d'autres phases de la production, notamment les opérations les plus standardisées, peuvent demeurer fondées sur des logiques d'organisation du travail de type taylorien ou néo-taylorien.

Il n'en reste pas moins que tant sur un plan qualitatif que sur un plan quantitatif (du moins dans les pays de l'OCDE) c'est la figure du travail cognitif qui se trouve au centre du procès de valorisation du capital et structure l'organisation de la production dans les activités et les secteurs moteurs du nouveau capitalisme. Dans ce cadre, l'efficacité ne repose plus sur la réduction des temps opératoires nécessaire à chaque tâche. Elle se fonde sur les savoirs et la polyvalence d'une force de travail capable de maximiser la capacité d'apprentissage, d'innovation et d'adaptation à une dynamique de changement continu. Cette évolution tend à rompre les frontières autrefois étanches entre conception et exécution et la dynamique de l'innovation redescend dans l'atelier d'où le capitalisme industriel avait voulu la bannir. Dans le même temps, les critères industriels d'évaluation de l'efficacité sont remis en cause : la référence au temps homogène ne permet plus, dans un grand nombre de cas, ni de décrire et organiser le travail, ni de se présenter comme une mesure fiable de la valeur et des coûts de production (Veltz, 2000).

Par ailleurs, et nous avons là un troisième fait stylisé, la montée de la dimension cognitive du travail induit une double déstabilisation des termes canoniques régissant l'échange capital/travail (Vercellone 2006, Negri et Vercellone, 2008).

D'une part, dans les activités intensives en connaissances où le produit du travail prend une forme éminemment immatérielle, nous assistons à la remise en cause de l'une des conditions premières du contrat salarial, à savoir la renonciation de la part des travailleurs, en contrepartie du salaire, à toute revendication sur la propriété du produit de leur travail. Dans des activités comme, par exemple la recherche ou la production de logiciels, le travail ne se cristallise pas dans un produit matériel séparé du travailleur : ce dernier demeure incorporé dans le cerveau du travailleur et partant indissociable de sa personne. Cela contribue, entre autres, à expliquer la pression exercée par les firmes pour obtenir une mutation et un renforcement des droits de propriété intellectuelle afin de s'approprier les connaissances et de clôturer les mécanismes permettant leur circulation.

D'autre part, la délimitation précise et l'unité synchronique du temps et du lieu de la prestation du travail structurant la norme fordiste du contrat salarial se trouvent profondément affectées. En effet, comme nous l'avons vu, dans le paradigme énergétique du capitalisme industriel, le salaire était la contrepartie de l'achat de la part du capital d'une fraction de temps humain bien déterminée mise à dispositions de l'entreprise. L'employeur, dans le cadre de ce temps de travail, devait ensuite s'occuper de trouver les modalités les plus efficaces de l'usage de ce temps payé afin de dégager de la valeur d'usage de la force de travail la plus grande quantité possible de surtravail. Ce qui n'allait évidemment pas de soi,

¹⁵ L'objectif est donc moins la réduction du montant absolu de ces dépenses que leur réintégration dans les circuits marchands et financiers.

car capital et travail ont par essence des intérêts contradictoires. Les principes de l'organisation scientifique du travail, grâce à l'expropriation des savoirs ouvriers et à la prescription strictes des temps et des modalités opératoires, furent en son temps une réponse apportée à cette question décisive. Dans l'usine fordiste, le temps effectif de travail, la productivité des différentes tâches comme le volume de la production étaient en pratique planifiés et connus d'avance par les ingénieurs des bureaux méthode.

Mais tout change dès lors que le travail, en devenant de plus en plus immatériel et cognitif, ne peut plus être réduit à une simple dépense d'énergie effectuée dans un temps donné. En fait, la principale source de la valeur réside désormais dans la créativité, la polyvalence et la force d'invention des salariés et non dans le capital fixe et le travail d'exécution routinier. Le capital est contraint à reconnaître au travail une autonomie croissante dans l'organisation de la production, même si cette autonomie se limite au choix de mode d'atteindre des objectifs hétéro-déterminés. Le vieux dilemme concernant le contrôle du travail réapparaît sous des formes nouvelles. Le capital est non seulement devenu à nouveau dépendant des savoirs des salariés, mais il doit obtenir une mobilisation et une implication active de l'ensemble des connaissances et des temps de vie des salariés. Le travail cognitif, dès par sa nature elle-même, se présente en fait comme la combinaison complexe d'une activité intellectuelle de réflexion, de communication, de partage et d'élaboration des savoirs qui s'effectue tant en amont, en dehors, que dans le cadre même du travail du travail immédiat, direct, de production.

La prescription de la subjectivité afin d'obtenir l'intériorisation des objectifs de l'entreprise, l'obligation de résultat, le management par projets, la pression du client ainsi que la constriction pure et simple liée à la précarité constituent les moyens principaux trouvés par le capital pour tenter de répondre à ce problème inédit. Les diverses formes de précarisation du rapport salarial constituent aussi et surtout un instrument par lequel le capital tente d'imposer et de bénéficier gratuitement de l'implication/subordination totale des salariés, et cela sans reconnaître et sans payer le salaire correspondant à ce temps de travail non intégré et non mesurable par le contrat officiel de travail. Ces évolutions se traduisent par une montée du travail non mesuré et difficilement quantifiable selon les critères traditionnels de sa mesure. Il s'agit de l'un des éléments qui doivent nous conduire à repenser globalement la notion de temps de travail et donc de salaire par rapport à l'âge fordiste. Il s'agit aussi de l'un des facteurs qui contribuent à expliquer pourquoi le processus de déqualification de la force de travail propre au capitalisme industriel semble aujourd'hui céder la place à un processus de précarisation et de *déclassement* qui pénalise en particulier les jeunes et les femmes, en ce sens qu'il crée une dévalorisation des conditions de rémunération et d'emploi par rapport aux qualifications et aux compétences effectivement mobilisées dans l'activité de travail.

2.2.2 Primauté des connaissances incorporées dans le travail et déterminant de la compétitivité dans la nouvelle division internationale du travail

L'accélération du rythme de l'innovation est un autre trait marquant de la transition vers le capitalisme cognitif. Nous assisterions à la mise en place « d'un régime d'innovation permanente » (Paulré, 2000) dans lequel la source principale de la compétitivité ne se trouverait plus dans les technologies incorporées au capital fixe, mais dans les compétences d'une force de travail capable de maîtriser une dynamique de changement continu et de renouveler sans cesse des savoirs soumis à une obsolescence rapide. Cette évolution a un impact crucial sur la localisation des firmes et la genèse des spécialisations internationales.

Aussi l'hégémonie du travail intellectuel et la primauté de la logique cognitive dans la nouvelle division internationale du travail (DIT) sont-elles attestées par la mobilité du capital : les espaces en difficultés sont de type néo-tayloriste en raison de leur vulnérabilité à l'extrême volatilité du capital. A l'inverse, les activités intensives en connaissance sont beaucoup plus ancrées territorialement puisque, dans ce cas, c'est le capital qui dépend d'un bassin de travail intellectuel et immatériel, lequel préexiste à l'activité des firmes et se concentre notamment dans les métropoles. En somme, dans la nouvelle DIT fondée sur des principes cognitifs, le facteur déterminant de la compétitivité à long terme d'un territoire dépend de plus en plus du « stock » de travail intellectuel mobilisable de manière coopérative par celui-ci. Dans ce cadre, « la logique d'exploitation d'avantages comparatifs recule au profit de la détention, par le territoire, d'éléments de monopoles ou d'avantages absolus sur des compétences spécifiques » (Mouhoud, 2003, p. 128). L'essor du capitalisme cognitif va ainsi de pair avec une tendance lourde à la polarisation de la géographie du développement entre régions et nations qui risque de condamner un certain nombre de pays en développement, ceux qui sont le moins pourvus en travail qualifié, à une véritable « déconnexion forcée ». Certes, nous ne sommes pas là non plus, face à un processus univoque : de la même manière que certaines phases de la production peuvent être relocalisées dans des régions développées, certaines fonctions de direction et de conception sont délocalisées vers des pays du Sud, comme l'Inde ou la Chine, disposant d'un important réservoir de main-d'œuvre intellectuelle. Une logique en termes d'avantages comparatifs basée sur les coûts de travail peut ainsi se combiner à la nouvelle logique de la division cognitive du travail et, à long terme, déstabiliser la position hégémonique des pays de l'OCDE (Lebert et Vercellone, 2004).

2.2.3 Refonte des DPI : les nouvelles enclosures du savoir et du vivant

Dans le capitalisme cognitif, le contrôle et l'appropriation privée des connaissances deviennent un enjeu stratégique pour la valorisation du capital. Il en résulte un formidable processus de renforcement et d'extension des DPI qui vise à transformer le savoir et le vivant en marchandises fictives. Dans cette évolution, trois facteurs jouent un rôle majeur. Le premier est le brouillage des frontières entre recherche fondamentale et recherche appliquée qui se produit à la suite de la rencontre entre TIC et sciences de la vie. Cette évolution rend concevables des formes inédites de privatisation des savoirs et du vivant à condition d'un relâchement général des critères de brevetabilité permettant notamment de distendre la frontière entre découverte et invention (Coriat, 2002). La deuxième tient à la manière dont, dans de nombreux domaines, l'usage des TIC rend de plus en plus difficile l'exécution des DPI et favorise, dans le même temps, le développement de réseaux de coopération et d'échange des savoirs fondés sur une logique non marchande (Moulier-Boutang, 2007). Enfin – et c'est le troisième facteur – dans nombre de productions intensives en connaissance, les coûts de reproduction sont très faibles, ce qui en l'absence de la position de monopole garantie par les DPI risquerait de conduire à une réduction drastique de la valeur monétaire de la production et donc des profits qui leur sont associés. C'est pourquoi, le capital est conduit à développer de plus en plus des mécanismes rentiers de raréfaction de l'offre dans la tentative de maintenir en vigueur de manière forcée la primauté de la valeur d'échange et sauvegarder les profits,

Il faut rappeler que ce renforcement des DPI et leur extension au domaine du vivant et aux résultats de la recherche fondamentale sont souvent justifiés par leurs défenseurs avec l'argument selon lequel, dans les secteurs à forte intensité en savoir, l'essentiel des coûts est fixe et se trouve dans les investissements en R&D des entreprises. En somme, sans l'incitation

liée à l'acquisition d'une position de rente, le processus d'innovation se trouverait irrémédiablement entravé. Cette argumentation, mettant en balance avantages dynamiques et désavantages statiques des DPI, est pourtant loin d'être probante sur le plan empirique et théorique (Stiglitz, 2006). En réalité, l'actuel renforcement des DPI se révèle être le plus souvent un mécanisme de freinage de l'innovation et de la dimension cumulative liée à l'économie de la connaissance. Trois considérations principales plaident pour cette interprétation :

- la plupart des coûts fixes de recherche se trouvent en amont des centres de R&D des entreprises. En fait les conditions de la recherche et de l'innovation sont de plus en plus collectives et dépendent, en dernière instance, de la qualité et de la densité de la force de travail formée par le système d'enseignement public. De plus, un grand nombre des brevets détenus par les firmes ne sont pas le produit direct de leurs efforts de R&D, mais celui de recherches développées par des institutions publiques ou encore celui d'une prédation des savoirs des communautés traditionnelles (Shiva, 2002).
- il est erroné de raisonner comme si l'ensemble des inventions et désormais des « découvertes » brevetées n'auraient pu voir le jour sans la protection des brevets (Mansfield, 1986). De plus, un grand nombre de brevets n'ont d'autre but que celui d'empêcher de recherches et d'innovations rivales dans certains créneaux d'activités. Cette stratégie dite de brevet de « saturation » ou d'« inondation », repose sur la multiplication de brevets, parfois portant sur des connaissances de base. Elle aboutit à des « situations d'excès de privatisation, au sens où (elle) se traduit par une moindre exploitation des connaissances, un ralentissement du rythme de création de nouveaux savoirs et la formation de positions dominantes ayant des effets anticoncurrentiels » (CGP, 2002, p.155).
- il n'existe pas de corrélation démontrée entre l'existence (et l'ampleur) des DPI et la stimulation de l'innovation. Mieux encore, les décisions judiciaires qui, dans les années 1980 aux Etats-Unis, ont renforcé la protection par brevets des logiciels ont fait diminuer l'innovation (Clement, 2003) et se sont traduites par un déclin de R&D dans les industries et les firmes qui déposaient le plus des brevets (Bessen et Maskin, 2000). De même, dans l'industrie pharmaceutique, la raison principale qui aurait conduit à demander une protection accrue serait plutôt la nécessité d'augmenter les coûts de l'imitation dans un contexte marqué, depuis le milieu des années 1970, par une baisse du rythme de l'innovation.

Au total, le renforcement du système de DPI, même lorsque la course au brevet se présente comme un enjeu de survie pour certaines entreprises, semble constituer à bien des égards, un mécanisme de blocage du mouvement de circulation et de production de connaissances. Il en résulte de manière plus générale un brouillage des frontières entre rente et profit qui semble contredire les principes mêmes sur lesquels les pères fondateurs de l'économie politique ont justifié le rôle progressif du capitalisme dans la marche vers une *société d'opulence*. Désormais, c'est en fait la création de la propriété qui fait apparaître la rareté.

CONCLUSION

L'essor du capitalisme cognitif correspond à une rupture avec nombre de tendances qui ont caractérisé le capitalisme industriel et engendre de contradictions nouvelles tant sur le plan du

rapport capital-travail que du clivage entre le caractère de plus en plus social de la production et le caractère privé de l'appropriation:

- Le travail cognitif et immatériel remplace le travail matériel en tant que principale source de création de la valeur. De cette mutation résulte la crise des principes qui régissaient l'échange capital-travail ainsi que les conventions de mesure de la valeur et de la productivité débit dans le capitalisme industriel ;
- Les connaissances mobilisées par le travail prennent une place prépondérante par rapport aux connaissances incorporées dans le capital fixe et dans l'organisation managériale des firmes. Cette nouvelle primauté du *savoir vivant* du travail par rapport au *savoir mort* du capital contient en son sein la possibilité de la résurgence de conflits portant sur l'autodétermination de l'organisation du travail et les finalités sociales de la production
- Au rôle moteur joué par la fabrication en série de biens matériels dans le capitalisme industriel se substitue la place stratégique de l'immatériel et des productions collectives de l'homme par l'homme. Cette évolution engendre des tensions majeures relatives notamment aux politiques de colonisation marchande des services collectifs assurés traditionnellement par le *Welfare-State*.
- Un régime d'innovation permanente succède au régime séquentiel du capitalisme industriel, cette évolution allant de pair avec la mise en place d'une nouvelle division internationale du travail fondée sur des principes cognitifs ;
- Les actifs dits intangibles occupent de plus en plus la place centrale jouée jadis par le capital matériel en tant que principal objet de la propriété et instrument de la compétitivité des firmes.
- Un nouveau système des DPI tend à remettre en cause les frontières traditionnelles entre découverte et invention afin d'autoriser la privatisation du savoir et du vivant.

Cette dynamique du changement structurel et institutionnel est associée, sous l'égide de la finance et des politiques néo-libérales, à une tendance forte menant vers la généralisation du modèle anglo-saxon de régulation du capitalisme cognitif, et ce selon une logique qui, sur bien des aspects, contrarie la circulation des savoir et la dimension collective de l'accumulation des connaissances. En particulier, la précarisation et l'individualisation du rapport salarial, la déstabilisation des services collectifs de l'Etat-Providence et l'excès de privatisation du savoir lié au renforcement des DPI se présentent comme autant d'entraves au potentiel de développement d'une économie fondée sur le rôle moteur du savoir et sa diffusion. Nous pouvons cependant nous demander si le capitalisme cognitif, à l'instar de ce qui fut le cas pour le capitalisme industriel, est susceptible de s'articuler à des modes de régulation fort différents dans le temps et dans l'espace. Nous avons là l'une des questions centrales pour de la poursuite du programme de recherche autour de la thèse du capitalisme cognitif.

Références Bibliographiques

- Amable et Palombarini, (2005), *L'économie politique n'est pas une science morale*, Ed. Raisons d'agir.
- Arrow K., (1962), "Economic welfare and the allocation of resources for invention", in *The rate and direction of inventive activity*, Nelson R., ed., Princeton University Press,
- Bessen J., Maskin E., (2000), « Sequential innovation, patents and imitation », Document de Travail, MIT, Department of Economics, n°00-01.
- Boyer R. (1986), *La théorie de la régulation : une analyse critique*, La Découverte, coll. AGALMA, Paris.
- Boyer R. (2004), *Théorie de la régulation. 1. Les fondamentaux*, La Découverte, Paris
- Boyer, R. (2002), *La croissance, début de siècle*, Albin Michel, Paris.
- Braudel F. (1979), *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XV^e-XVIII^e siècle*, 3 Tomes, éd. Armand Colin, Paris
- Commissariat Général au Plan, (2002), *La France dans l'économie du savoir*, La Documentation Française, Paris.
- Clement D. (2003), « Du mythe de la nécessité des brevets pour susciter l'innovation », *L'Economie Politique*, n°19, pp.9-24.
- Castells M. (1998), *La société en réseaux*, Fayard, Paris.
- Coriat B. (2002), « Le nouveau régime américain de la propriété intellectuelle », *Revue d'Economie Industrielle*, n°99, pp.17-32.
- Dieuaide, P., Paulré, B., Vercellone C. (2003), « Le capitalisme cognitif », papier présenté aux *Journées d'étude MATISSE*, Université de Paris 1, avril.
- Dockès P., Rosier B. (1983), *Rythmes économiques, crises et changement social : une perspective historique*, La Découverte, Paris.
- Foray D, Lundvall B.-A. (1997) « Une introduction à l'économie fondée sur la connaissance », in B. Guilhon *et al.* (dir.), *Economie de la connaissance et organisation*, L'Harmattan, Paris.
- Foray D. (2000), *L'économie de la connaissance*, La Découverte, coll. Repères, Paris.
- Galbraith, JK (2004), *Les mensonges de l'économie*, Grasset, Paris.
- Howitt P. (1996), *The implications of knowledge-based growth for micro-economic policies*, University of Calgary Press, Calgary.
- Howitt P. (2004), "Endogenous Growth, Productivity and Economic Policy: A Progress Report" *International Productivity Monitor*, Number 8, SPRING 2004, pp. 3-14.
- Lebert D., Vercellone C. (2004), « L'économie de la connaissance entre économie et histoire », in *Cahiers lillois d'économie et de sociologie*, pp. 17-39
- Mansfield E. (1986), « Patents and innovation : an empirical study », *Management Science*, vol.32, n°2, pp.173-181.
- Marx, K., (1963) *Le Capital Livre I*, in Œuvres, Economie, Tome I, La Pléiade.
- Marx, K., (1980), *Grundrisse*, Tome II, Éditions Sociales..
- Mistral J. (1986), « Régime international et trajectoires nationales », in R. Boyer (dir.), *Capitalismes fin de siècle*, PUF, Paris.
- Monnier J-M et Vercellone C. (2007), « Travail, genre et protection sociale dans la transition vers le capitalisme cognitif », in *European Journal of Economic and Social Systems*, Volume 20 – n° 1/2007, pp.15-35.
- Mouhoud E.M. (2003), « Division internationale du travail et économie de la connaissance », in C. Vercellone (dir.), *Sommes-nous sortis du capitalisme industriel?*, La Dispute, Paris.
- Moulier-Botang (2007), *Capitalisme cognitif*, éd. Amsterdam, Paris.
- Negri A. (1996), *Marx au-delà de Marx*, Harmattan, Paris.

Negri, A. et Vercellone, C. (2008), « Le rapport capital-travail dans le capitalisme cognitif », *Multitudes*, N° 32, à paraître.

OCDE, 1996, *The Knowledge-Based Economy*. Paris: OECD, 46 p.

OCDE, (2003), *Science, technologie et industrie : Tableau de bord de l'OCDE 2003*, OCDE

Paulré B. (2000), « De la *New Economy* au capitalisme cognitif », *Multitudes*, n°2, pp.25-42.

Paulré B. (2005) « Introduction au capitalisme cognitif », Séminaire Transformations du travail et crise de l'économie politique, Matisse-Isys, <http://seminaire.samizdat.net/spip.php?article61>.

Shiva V. (2002), *La biopiraterie, ou le pillage de la nature et de la connaissance*, Alias, Paris

Smith, A., (1970 [1776]), *The Wealth of Nations*, London: J.M. Dent and Sons.

La Richesse des Nations, Gf Flammarion, Paris 1991, p. 77

Stiglitz J-E, (2006), *Un autre monde*, Fayard, Paris.

Veltz P. (2000), *Le nouveau monde industriel*, Gallimard, Paris.

Vercellone C. (1999), *Accumulation primitive du capital, industrialisation et rapport salarial : une application au cas italien (1961-1980)*, Thèse de 3^{ème} cycle, Université de Paris 8.

Vercellone C. (dir.) (2003a), *Sommes-nous sortis du capitalisme industriel*, La Dispute, Paris

Vercellone C. (2004), « Division internationale du travail, propriété intellectuelle et politiques de développement à l'heure du capitalisme cognitif », à paraître in *Géographie, Economie et Société*, N° 6, pp. 359-381.

Vercellone 2006, « Il giusto prezzo di una vita produttiva », *IL Manifesto*, 22 Novembre.

Vercellone C. (2007), « From Formal Subsumption to General Intellect: Elements for a Marxist Reading of the Thesis of Cognitive Capitalism », in *Historical Materialism*, Volume 15, Number 1, 2007, pp. 13-36.

Zarifian P. (1995), *La nouvelle productivité*, Paris, L'Harmattan.

This document was created with Win2PDF available at <http://www.daneprairie.com>.
The unregistered version of Win2PDF is for evaluation or non-commercial use only.